

Sarah Ben Néfissa*

*La chute historique des Frères musulmans égyptiens:
Erreurs politiques, blocage idéologique et bureaucratisme organisationnel*

La chute des Frères musulmans égyptiens est principalement liée à leur mauvaise lecture de l'état du rapport de forces entre eux et leurs adversaires. Ils ont sous-estimé la force de la coalition adverse et sa capacité à faire bouger la 'rue'. Pire encore, ce sont leurs erreurs politiques qui ont contribué à souder la coalition d'intérêts hétéroclites qui ont préparé l'extraordinaire mobilisation du 30 juin, préparatoire au coup d'État du 3 juillet 2013. Mais cette analyse est bien insuffisante pour comprendre cet événement historique d'une très grande importance: la descente aux enfers de la maison-mère des Frères musulmans dans le monde.

En effet, aussi bien la Déclaration constitutionnelle du 22 novembre 2012¹ que leurs conflits avec certaines institutions de l'appareil d'État les ont mis en porte-à-faux avec des grands corps administratifs dans le cadre d'une société nationaliste, attachée à l'État, respectueuse de ses institutions et de leur prestige sur le plan interne et externe: l'institution présidentielle, les forces armées, la magistrature, les appareils médiatiques et d'autres corps de l'administration. Il est vrai que le bureau de la guidance de l'organisation des Frères musulmans est apparu comme le véritable centre de décision, dédoublant non seulement les institutions de l'État que leur propre parti: le parti Liberté et Justice. La recherche doit reconnaître une telle particularité pour tenter de l'analyser. Loin de ne constituer qu'une simple erreur de gestion, cette mise sous dépendance du politique s'inscrit dans le cadre de l'idéologie des Frères musulmans égyptiens et se révèle, notamment, dans le programme du parti Liberté et Justice. La tendance qotbiste de la direction des Frères musulmans semble pour beaucoup dans ce qu'il est possible de caractériser comme une

* Politologue, Institut de Recherche pour le Développement (IRD-UMR 201).

¹ La Déclaration immunise les décisions présidentielles de tout recours devant les tribunaux (art. 2), et interdit la dissolution du Conseil consultatif et de l'Assemblée constituante (art. 5).

sorte de blocage idéologique. Cela ne semble pas être le cas des membres et des militants 'de base' des Frères musulmans comme l'ont montré les travaux de Houssam Tammam².

Toutefois, les caractéristiques organisationnelles de l'organisation des Frères musulmans peuvent permettre de comprendre leur déficit de communication avec leur propre société, leur incapacité à voir venir le 'grand coup' du 3 juillet et à admettre la chute rapide de leur popularité: l'inscription de l'organisation dans les tréfonds des militants du 'bas', et enfin la fidélité et la soumission de ces derniers aux directives du 'haut' et à la hiérarchie. D'une certaine manière, les Frères musulmans sont tombés dans le piège de leur organisation, source de leur force, mais également de leur faiblesse. Mais plus important encore, les Frères musulmans sont tombés dans le piège de leur propre offre politique, à savoir la morale religieuse des dirigeants, le respect de leurs promesses et paroles politiques. Les contradictions entre leurs discours et leurs actes ont eu un effet déplorable dans le cadre d'une société qui s'est politisée à une grande vitesse suite à la révolution du 25 janvier.

Comment les Frères musulmans ont-ils contribué, de manière paradoxale, à unifier les composantes hétéroclites de la coalition adverse qui les chassera du pouvoir?

Comment s'est exprimé le refus de l'autonomisation du politique de la part des Frères musulmans avec, principalement, la mise sous dépendance du parti Liberté et Justice et comment l'analyser?

Quelles sont les particularités organisationnelles de l'organisation des Frères musulmans?

Comment les Frères musulmans sont-ils tombés dans le piège de leur offre politique basée sur la moralisation du politique?

1. *Calculs politiques erronés*³

1.1. *Seuls contre tous*

Suite à la victoire de Mohamed Morsy aux élections présidentielles en juin 2012, les Frères musulmans égyptiens se sont singularisés par une

² H. TAMMAM, *Les transformations des Frères musulmans: démantèlement idéologique et fin de l'organisation*, Madbuli, Le Caire 2010².

³ Cette partie a été tirée d'un article en voie de publication dans la *Revue Marocaine de Sciences Politiques et Sociales* intitulé *Frères musulmans, magistrats, journalistes et militaires en Égypte: 'échanges de coups et issues incertaines'*.

série de décisions ou de ‘coups’⁴ qui, en réalité, se sont retournés contre eux, car ils ont opéré une lecture erronée de l’état du rapport de force entre eux et les autres acteurs de la scène transitionnelle. Leurs décisions ont non seulement rencontré l’opposition de l’ensemble des forces politiques, y compris leurs alliés salafistes, mais, également, et peut-être surtout, celle de certaines élites administratives ou liées à l’appareil d’État, principalement les magistrats, l’intelligentsia culturelle et médiatique, les militaires, les policiers, mais pas seulement. Ce sont notamment ces acteurs qui ont alimenté le processus de discrédit politique des Frères musulmans comme l’attestent la baisse progressive de leurs scores électoraux. Ils ont également préparé l’énorme mobilisation du 30 juin et ‘travaillé’ l’opinion publique à accepter la terrible répression contre les Frères musulmans. Les Frères musulmans égyptiens ont raté leur passage à la légalité et au pouvoir.

Mohamed Morsy a gagné les élections présidentielles avec une très faible différence avec son concurrent Ahmed Chafik⁵. De plus, sa victoire était tributaire du soutien des électeurs qui ne voulaient pas se retrouver, deux ans après la révolution du 25 janvier 2011, avec, à la tête de l’État, le dernier chef de gouvernement nommé par Moubarak. Un tel score aurait dû normalement inciter les Frères musulmans à passer des compromis ou, au moins, à respecter leurs alliances avec les salafistes du parti al-Nour et certaines coalitions de la jeunesse révolutionnaire⁶. Cela n’a pas été le cas.

La crise politique qui a trouvé son dénouement le 3 juillet 2013 a été déclenchée par la Déclaration constitutionnelle du 22 novembre 2012 de Mohamed Morsy. Pourtant, ce dernier ne pensait pas qu’elle allait précipiter sa chute quelques mois après. Bien au contraire, elle devait lui garantir de faire passer en force son projet de constitution en évitant à la commission en charge de la rédiger une éventuelle dissolution par décision de justice⁷. Or, c’est bien le contraire qui est arrivé. La déclaration a eu des conséquences inattendues qui ont contribué à sa perte.

La Déclaration constitutionnelle de Mohamed Morsy a d’abord entraîné

⁴ M. DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1986.

⁵ L. AZAB, *Morsy au pouvoir: scénario d’une transition à l’égyptienne*, in «Confluences Méditerranée», n. 82, été 2012, pp. 145-161.

⁶ Les Frères musulmans, avant l’annonce des résultats officiels des élections présidentielles, ont signé un document avec certaines personnalités et collectifs non islamistes dénommé ‘l’Accord de Fairmont’. L’accord comprenait 6 points, notamment un gouvernement de coalition, le respect de l’État ‘civil’ et, enfin, la nomination d’un vice-président copte et d’une une femme. Mohamed Morsy n’a respecté aucun de ces points. Il a bien nommé des conseillers, coptes notamment, mais sans fonctions précises.

⁷ Voir note 1.

la défection des quelques personnalités non islamistes qui avaient accepté de s'allier avec les Frères musulmans au sein de la commission en charge de rédiger la constitution. Elle les a ainsi incitées à retourner dans le camp de l'opposition dite civile. De même, elle a contribué à souder l'opposition non islamiste. Traditionnellement divisée, cette dernière s'est regroupée au sein d'un 'Front du salut' dirigé notamment par Mohamed El Baradei, Hamdine Sabahi et Amr Moussa.

Les grandes manifestations organisées contre la Déclaration constitutionnelle de Mohamed Morsy, au mois de décembre 2012, à l'appel du Front du Salut, ont mis en lumière un phénomène nouveau. L'opposition non islamiste a été capable de mobiliser 'la rue' alors que les Frères musulmans ont toujours estimé que 'la rue' était leur terrain exclusif. Ces manifestations, jusque devant le palais présidentiel, ont provoqué une réaction de violence de la part des Frères musulmans. Ils ont envoyé leurs milices pour attaquer les jeunes sit-inneurs, provoquant des morts parmi ces derniers. La jeunesse révolutionnaire se vengera en juin 2013 quand elle attaquera le grand local des Frères musulmans, avec le silence complice du ministère de l'Intérieur.

Si les Frères musulmans ont perdu l'appui des quelques forces non islamistes qui étaient prêtes à les soutenir, ils ont également perdu l'appui de ceux qui leur sont proches idéologiquement, les salafistes du parti al-Nour. Pour faire passer leur projet de constitution, les Frères musulmans leur ont bien accordé certaines concessions avec, notamment, l'article 4⁸ l'article et 219⁹ de la constitution adoptée en décembre 2012. Par contre, ils ne les ont pas associés au pouvoir.

En vérité, les Frères musulmans égyptiens ont mal accueilli l'entrée dans le jeu politique et électoral de ces derniers car ils les concurrencent sur leur propre terrain. Sur un total de 498 sièges de l'Assemblée du Peuple, les salafistes du Parti al-Nour ont remporté 111 sièges et les candidats du parti Liberté et Justice en ont gagné 218. De même, ils ont soutenu la candidature de Mohamed Morsy aux élections présidentielles. Malgré cela, aucun salafiste n'a été nommé au gouvernement de Hicham Kandil. Ils se sont retrouvés exclus de tout poste-clé au sein de l'appareil d'État. Les Frères musulmans ont tenté de diviser de l'intérieur le parti al-Nour et ils ont limogé de manière humiliante l'un des membres du parti qui occupait le poste de conseiller aux

⁸ L'article confère à l'université d'al-Azhar un rôle consultatif pour les affaires relatives à la loi islamique ouvrant ainsi la voie à une ingérence de l'institution islamique dans le processus politique.

⁹ L'article précise que les principes de la *charia* s'inspirent de la doctrine sunnite de l'islam, des règles et de la jurisprudence. Jusqu'alors, la Haute Cour constitutionnelle a interprété la référence à la *charia* de manière libérale.

affaires environnementales auprès du président de la République.

En l'espace de quelques mois à peine, les salafistes du parti al-Nour ont ainsi été poussés, par la politique des Frères musulmans, dans le camp de l'opposition dite libérale. C'est ainsi qu'ils ont rejoint le Front national du Salut regroupant des figures nassériennes et libérales.

Les Frères musulmans se sont donc isolés de l'ensemble de la classe politique. Il ne leur restera comme soutien que les courants islamistes radicaux qui contribueront, en vérité, à accentuer leur discrédit politique à plusieurs occasions et à effrayer des couches importantes de la population, notamment la population copte, mais pas seulement.

C'est donc l'ensemble de l'opposition politique qui a aidé les activistes de *Tamarrod* à recueillir les signatures pour la pétition demandant des élections présidentielles anticipées¹⁰. Mais un tel soutien ne permet pas toutefois de comprendre la rapidité avec laquelle ce mouvement a recueilli autant de signatures dans tous les gouvernorats égyptiens.

En réalité, il importe d'intégrer dans l'analyse le soutien que les activistes de *Tamarrod* ont reçu de la part des fonctionnaires de l'appareil d'État égyptien, notamment sur le plan local. L'appareil d'État égyptien n'a pas subi de changements depuis la révolution du 25 janvier. Ses cadres ont été les cadres du parti de l'État de Moubarak, le Parti national démocratique. Ce dernier a été dissous par décision de justice, mais son personnel humain est toujours présent. De même, et peut-être surtout, l'administration égyptienne est formée de près de 7 millions de fonctionnaires et ces derniers sont animés par des corps professionnels qui ont des intérêts à défendre. Ils se sont sentis menacés par les nominations opérées par Frères musulmans et par les projets de réformes de leurs statuts respectifs¹¹.

C'est le cas notamment de la puissante magistrature égyptienne. De plus, les décisions de cette dernière ont eu un impact politique d'une très grande importance pour le processus transitionnel égyptien.

1.2. La résistance de la magistrature

À son arrivée au pouvoir en juin 2012, Mohamed Morsy s'est trouvé face à une délicate situation institutionnelle, menacée d'instabilité par

¹⁰ C. BARBARY, M. ADIB DOSS, *Tamarrod («rébellion»): une autre lecture de l'action politique dans le processus révolutionnaire égyptien*, in «Confluences Méditerranée», n. 88, 2014/1.

¹¹ Les exemples sont nombreux et ils concernent notamment le personnel d'al-Azhar, l'Université d'al-Azhar, les gouverneurs, les fonctionnaires de l'administration locale, du Ministère de l'Information, de la Culture, de l'Enseignement, etc.

d'éventuelles décisions de justice. Pourtant, cette difficulté est le résultat du compromis que les Frères musulmans avaient passé avec l'ancienne direction de l'armée en mars 2011, juste après le départ de Moubarak en février de la même année. Ce compromis a porté sur les modalités de la 'feuille de route' à adopter pour assurer la transition. Fallait-il commencer par rédiger une nouvelle constitution du pays avant de procéder à des élections parlementaires et présidentielles ou bien fallait-il faire le contraire? Les coalitions de la jeunesse révolutionnaire et l'ensemble des forces politiques séculières ont opté pour la première solution. Il fallait d'abord définir les 'règles du jeu' avant de procéder à l'élection des acteurs du jeu politique. Les Frères musulmans, l'ancienne direction de l'armée et les forces salafistes ont opté pour le contraire. Procéder d'abord à l'élection des députés, à charge pour ces derniers de nommer une commission constitutionnelle de 100 personnes chargées de rédiger la nouvelle constitution du pays. Leur choix a été consacré par plus de 77% des votants lors du référendum du 19 mars 2011.

L'impasse institutionnelle dans laquelle s'est trouvé Morsy à son arrivée à la tête de l'État est, partiellement, le fruit d'un tel choix. En effet, la feuille de route adoptée a été perturbée par des décisions de justice qui ont modifié l'ensemble de la trajectoire transitionnelle. La première commission constitutionnelle choisie par le parlement élu en 2011-2012 a été dissoute par décision de justice¹². De même, l'Assemblée du Peuple, dominée à plus de 70% par les Frères musulmans et les salafistes, a été dissoute également par décision de justice¹³.

Ces décisions sont le fruit des recours portés par les adversaires des Frères musulmans qui ont utilisé les ressources juridictionnelles comme alternatives aux ressources politiques qu'ils n'avaient pas¹⁴. Cette situation n'est pas nouvelle en Égypte. Bien avant la révolution du 25 janvier, les magistrats égyptiens ont fait preuve d'autonomie et d'indépendance face au pouvoir politique de Moubarak. Ainsi, la 'fronde des juges' en 2005 a été un événement politique marquant de cette période annonciatrice de la révolution du 25 janvier 2011.

¹² Elle a été déclarée inconstitutionnelle par le Conseil d'État parce que la moitié de ses membres avait été choisie au sein de l'Assemblée législative.

¹³ Le 14 juin 2012, la Haute Cour constitutionnelle égyptienne invalida la loi organisant les élections législatives, pour rupture du principe d'égalité entre candidats de partis politiques et indépendants.

¹⁴ Les autres décisions de justice qui ont eu un impact politique: l'interdiction faite à Khayrat al-Chater, 'l'homme fort' des Frères musulmans, de se présenter aux élections présidentielles. Mohamed Morsy a été le candidat de remplacement.

Ces décisions jurisprudentielles, qui ont précédé l'élection de Mohamed Morsy, ont très mal été acceptées par les Frères musulmans¹⁵.

C'est à partir de cette période qu'ils ont, semble-t-il, décidé de 'mettre au pas' la magistrature égyptienne. Le premier signal a été le fait que Morsy a refusé de prêter serment uniquement devant la Haute Cour constitutionnelle comme le veut la tradition égyptienne¹⁶. Le deuxième signal a été la vaine tentative de Morsy de rétablir l'Assemblée du Peuple dissoute. Mais le troisième grand signal a été incontestablement la déclaration constitutionnelle du 22 novembre 2012. Outre les décisions qui ont été abordées plus haut, elle limoge le procureur général nommé du temps de Moubarak pour le remplacer par un proche¹⁷. Il est vrai que Morsy est arrivé à la tête de l'État sans constitution qui fixe ses pouvoirs et les règles du jeu. Il a donc opéré à l'instar de l'ancienne direction de l'armée: il a fixé lui-même les règles du jeu.

La volonté de mettre au pas la magistrature se retrouve également dans la constitution proposée par les Frères musulmans. Elle a ainsi réduit le nombre des magistrats membres de la Haute Cour constitutionnelle de 19 à 11 membres. C'est ainsi qu'ont été écartés certains d'entre eux¹⁸. Les mois qui ont précédé l'extraordinaire mobilisation de la 'rue', du 30 juin 2013, ont ainsi été marqués par le conflit entre les magistrats et les Frères musulmans; ce conflit s'est traduit de plusieurs manières. Les partisans de Morsy ont organisé un sit-in autour du siège de la Haute Cour constitutionnelle pour que ses membres ne puissent pas se réunir; les magistrats ont riposté par un sit-in devant le bureau du nouveau procureur général nommé par Morsy; très vite, le Club des juges a organisé des grèves et a refusé de contrôler le référendum sur la constitution de décembre 2012. Mais ce qui a provoqué la résistance des magistrats égyptiens a été incontestablement le projet de réforme de leur statut visant à réduire l'âge de passage à la retraite des magistrats de 70 à 60 ans¹⁹.

Outre la résistance opposée par le corps de la magistrature au pouvoir islamiste, l'intelligentsia médiatique et culturelle égyptienne a également joué un

¹⁵ Sous la présidence de Moubarak, la Haute Cour constitutionnelle avait déjà dissout l'Assemblée du Peuple sur la base de l'inconstitutionnalité d'une loi électorale similaire. Toutefois, les magistrats égyptiens, vu la situation d'instabilité du pays, auraient pu choisir d'opérer un revirement jurisprudentiel. Cela n'a pas été le cas.

¹⁶ Il a également prêté serment à la place Tahrir et à l'université du Caire.

¹⁷ En principe, le poste de procureur général est occupé par le plus ancien des membres du Parquet, qui devrait être choisi par le Haut Conseil de la magistrature. Le Conseil propose le nom de trois personnes au président de la République qui, à son tour, en choisit un.

¹⁸ Précisément, Tahani Jibali qui n'a pas hésité à critiquer les Frères musulmans à plusieurs reprises.

¹⁹ «Al-Ahram Hebdo», semaine du 1^{er} au 7 mai 2013, n. 972.

rôle fondamental dans la chute des Frères musulmans. Le paysage médiatique égyptien est doté d'une très grande force de frappe et, là également, les Frères musulmans n'ont pas suffisamment apprécié la faiblesse de leurs ressources médiatiques par rapport à la confluence médiatique égyptienne²⁰.

1.3. *Le lynchage médiatique et le nationalisme égyptien*

Il n'est pas exagéré de dire que le président Morsy a été lynché médiatiquement avant de l'être politiquement lui et son groupe. De manière significative, les Frères musulmans n'ont pas de présence dans ce milieu qui est le terreau privilégié de la gauche, des nassériens et des forces dites civiles ou libérales. Ces dernières compensent leur faiblesse électorale par leurs ressources médiatiques. La liberté d'expression, de publication et de presse est une tradition de longue date en Égypte. Elle a été renforcée de manière considérable les quelques années avant la révolution du 25 janvier. Il n'est pas étonnant que le mouvement *Kifaya* apparu en 2005 ait été composé principalement par cette caste d'intellectuels et de journalistes²¹. De manière paradoxale, cette liberté d'expression a été amplement confortée par l'entrée du secteur privé des affaires dans le financement de la presse et des TV satellitaires. Ces médias privés n'ont pas tardé à remettre en cause la prépondérance, dans l'espace médiatique du secteur public symbolisé par le journal *Al-Ahram* et la TV égyptienne. De même, ils ont remis en cause la majorité des tabous politiques de la période de Moubarak à l'exception notable du rôle politique de l'armée. L'intelligentsia égyptienne, formée de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, d'écrivains et d'hommes de culture, a joué un rôle essentiel pour 'casser' le projet de succession héréditaire de Moubarak à son père et pour 'préparer' l'opinion publique à la révolution du 25 janvier 2011.

Avec l'arrivée de Mohamed Morsy à la tête de l'État, ils ont continué leur combat, mais cette fois contre les Frères musulmans. Il est vrai que ces derniers se sont singularisés par leurs tentatives de museler les médias en procédant à des changements de direction des journaux gouvernementaux et des chaînes de télévision publique. En revanche, les journaux et les télévisions privées sont demeurés hors d'atteinte, malgré les sit-in organisés

²⁰ S. BEN NÉFISSA, *Confluence médiatique et protestations sociales avant la Révolution du 25 janvier en Égypte: hypothèses*, in *Les ondes de choc des révolutions arabes*, M. Oualdi, D. Pages-El Karoui, C. Verdeil (dir.), Presses de l'IFPO, Beyrouth 2014, pp. 235-272.

²¹ S. BEN NÉFISSA, "Ça suffit?", le "haut" et le "bas" du politique en Égypte, in «Politique Africaine», n. 108, 2008, p. 5-24.

par les partisans de Morsy autour de la Cité de la production médiatique qui abrite les sièges de chaînes privées. Or tous les jours, les quotidiens et les émissions de talk-show des télévisions privées analysaient et critiquaient les décisions et comportements de la nouvelle élite dirigeante. De même, le mouvement *Tamarrod* a été quotidiennement encouragé par les journalistes et les émissions de talk-show; de ce point de vue, il est possible de dire que les 'vrais dirigeants' de cette rébellion ont été les stars médiatiques comme Ibrahim Issa, Lamiss al-Haddidi ou Wael al-Ibrachi. Au cours des années 2012 et 2013, l'espace médiatique égyptien a été marqué par le retour des journalistes proches de l'ancien système de Moubarak.

Si la critique acerbe des nouveaux dirigeants politiques du pays est une fonction 'normale' dans un cadre démocratique, le 'lynchage' médiatique est, par contre, beaucoup plus étonnant. Il importe d'analyser un tel phénomène dans le cadre de la construction nassérienne du statut et de la figure de l'intellectuel²²: conseiller du prince, médiateur entre la société et l'État et penseur de la réforme sociale. L'intelligentsia, socialisée à la période nassérienne, a contesté le régime de Moubarak à cause du néolibéralisme qui se mettait en place sous l'égide de Gamal Moubarak. Ce dernier a plus besoin des experts économiques et financiers que des intellectuels. Ainsi, en 2005, en contestant Moubarak, ils auront défendu leur propre statut. Avec l'arrivée de Morsy au pouvoir, cette même analyse peut être reproduite à cause du néolibéralisme islamique qui se mettait en place. Mais, plus que la défense de son statut et prestige, l'intelligentsia s'est sentie menacée dans son existence même avec l'instauration d'un pouvoir islamiste qui n'aime pas les intellectuels ni les hommes de culture. Ce n'est pas un hasard si les Frères musulmans n'ont pas de présence dans ce milieu et n'ont jamais produit un intellectuel, un journaliste, un romancier ou cinéaste. Le lynchage médiatique de Mohamed Morsy peut être compris dans ce cadre. Sur le front du combat politique contre les Frères musulmans, les journalistes égyptiens se sont hissés au premier rang pour demander également le retour de l'armée dans le jeu politique.

1.4. Une demande d'intervention de l'armée

Il serait faux de croire que le coup d'État du 3 juillet 2013 a été préparé de longue date par le général al-Sissi. Ce coup d'État est en le résultat d'une demande de la part d'un certain nombre d'acteurs politiques et

²² R. JACQUEMOND, *Entre scribes et écrivains, le champ littéraire dans l'Égypte contemporaine*, Actes Sud, Arles 2002.

administratifs et ce, dans le cadre d'une société qui entretient un rapport particulier à son armée.

Quand Morsy a destitué l'ancienne direction de l'armée, au mois d'août 2012, sa décision n'a pas choqué les Égyptiens. Il y a eu même un soulagement certain de l'ensemble de la population à cause de sa gestion chaotique de la période provisoire, sans compter les très graves atteintes aux droits de l'homme à l'encontre, notamment, de la jeunesse révolutionnaire. Ce sont uniquement les milieux militaires qui ont perçu cette destitution comme une sorte d'humiliation. Et, pourtant, quelques mois après, exactement lors du début de la crise liée à la déclaration constitutionnelle du 22 novembre 2012, l'armée a retrouvé tout son prestige et l'opposition politique du Front du Salut, au premier chef Mohamed al-Baradei²³, était prête à répondre à l'invitation du général al-Sissi pour discuter de la crise politique, alors qu'elle refusait les invitations de Mohamed Morsy dont le crédit avait été émué par les promesses non tenues. Conscient du danger d'une telle rencontre, le Bureau de la Guidance des Frères musulmans a préféré, à la dernière minute, annuler une réunion qui risquait de replacer la nouvelle direction de l'armée dans le jeu politique.

Beaucoup de propos ont été rapportés sur les relations entre les Frères musulmans et la direction de l'armée en Égypte suite à la révolution du 25 janvier. Le rapprochement entre eux, constaté durant la première période de la transition, semble en réalité une rencontre conjoncturelle entre deux types d'intérêts. Les Frères musulmans égyptiens souhaitaient l'aval de l'armée pour leur arrivée au pouvoir. La vieille direction de l'armée, sans expérience politique directe, n'était pas à l'aise avec la nébuleuse de coalitions de la jeunesse révolutionnaire, issue de la révolution du 25 janvier. Elle a préféré s'allier avec la seule force politique organisée capable de tenir la rue: les Frères musulmans.

Le rôle politique de l'armée sur le plan interne a toujours été de l'ordre du 'non-dit' voire du 'tabou' en Égypte. Ainsi, les constitutions égyptiennes de l'après-révolution de 1952 ne traitent pas du rôle politique de l'armée, même si Sadate et Moubarak ont fait appel à plusieurs reprises à elle pour des questions de politique intérieure. Il a fallu attendre la révolution du 25 janvier 2011 et la remise du pouvoir à l'armée par Hosni Moubarak pour que le rôle politique de celle-ci soit consacré par des textes qui ont une valeur constitutionnelle.

²³ Mohamed al-Baradei a été l'un des principaux acteurs du coup d'État du 3 juillet 2013. Il a été nommé par la suite conseiller auprès du président de la République actuel. Il a démissionné de son poste au moment de la levée brutale du sit-in des Frères musulmans à Rabaa, qui a entraîné de très nombreux décès.

De même, l'observateur extérieur doit constater que la prise du pouvoir par l'armée, suite à la révolution du 25 janvier et légitimée par le mythe de 'l'armée qui a défendu la révolution', ne semble pas avoir particulièrement choqué les Égyptiens, y compris une partie de leur jeunesse en révolte.

La remise du pouvoir aux Frères musulmans, suite aux élections présidentielles, ne paraissait toutefois pas totalement admise par l'ancienne direction de l'armée. Entre les deux tours de la présidentielle, cette dernière a décidé de diminuer les prérogatives de Mohamed Morsy²⁴. Cette décision a été interprétée comme un signal de reprise en main du politique par la direction de l'armée en prévision de la victoire du premier président 'civil' démocratiquement élu, Mohamed Morsi. Pourtant, cette interprétation ne semble pas totalement vérifiée. La direction de l'armée aurait sans doute souhaité un président 'militaire', mais habillé en civil, pour reprendre l'expression de T. Aclimandos²⁵.

La révolution du 25 janvier 2011 a permis à l'armée d'accéder partiellement à son désir de mettre fin définitivement au projet successoral de Gamal Moubarak. Mais il semble aussi que cette élite militaire vieillissante, sans expérience politique, souhaitait préserver aux Forces armées une place à part dans le nouvel équilibre des pouvoirs. Elle a réalisé, tardivement, que l'arrivée d'un 'civil' doté de la légitimité des urnes, allait perturber l'équilibre civil/militaire de la période précédente²⁶.

Sa gestion chaotique de la période transitoire subissait, par ailleurs, des critiques de plus en plus virulentes. De même, une partie de la jeunesse révolutionnaire réclamait sa traduction en justice pour les massacres de manifestants. En août 2012, Morsy a non seulement remplacé le maréchal Tantaoui par le général al-Sissi, mais il a également repris l'ensemble des pouvoirs que l'ancienne direction de l'armée s'était octroyés. Il a ainsi voulu signifier la fin de la légitimité de la Révolution de 1952 pour la remplacer par la légitimité démocratique des urnes, celle qui l'a porté au pouvoir au mois de juin 2012. Les événements qui se sont succédé ont montré, qu'en réalité, la remise en cause du legs nassérien est une bien difficile entreprise, comme l'atteste, par ailleurs, la constitution rédigée par les Frères musulmans eux-mêmes.

²⁴ Par la Déclaration constitutionnelle additionnelle de juin 2012, l'armée s'accorde le pouvoir législatif, diminue les pouvoirs du président de la République sur les forces armées et se réserve la possibilité de former une nouvelle commission en charge de rédiger la constitution, dans le cas où la première serait empêchée de terminer ses travaux.

²⁵ T. ACLIMANDOS, *L'armée égyptienne*, in «Défense et sécurité internationale», avril 2011.

²⁶ Pour une analyse du coup de force de Morsy contre la direction de l'armée, lire: H. MOURAD, *Relève au sein de l'armée*, in «Al-Ahram Hebdo» du 21-28 août 2012.

Ces derniers n'ont pas remis en cause certaines prérogatives de l'armée. Son budget n'est toujours pas contrôlé par le parlement, le poste de ministre de la Défense doit être tenu par un militaire et, enfin, un civil peut être jugé par un tribunal militaire. Il est donc illusoire de penser que le coup d'État de Sissi le 3 juillet dernier soit lié à ces questions.

En réalité, comme il a été dit plus haut, l'intervention de l'armée pour résoudre la crise politique de novembre 2012 a été demandée par les acteurs de la vie politique égyptienne et acceptée par une écrasante majorité de la population. Cette demande a commencé dans les milieux sécuritaires de l'État profond associés à l'ancien système Moubarak avant même le début de la crise. Elle a été relayée ensuite par l'ensemble des forces politiques, administratives et médiatiques. Le matraquage médiatique contre les Frères musulmans s'est principalement appuyé sur certains événements, déclarations, ou projets des Frères musulmans pour les présenter comme des menaces contre la sécurité du pays, son territoire et son unité. C'est ainsi qu'a été dénoncée la politique de Morsy envers le développement des activités terroristes dans le Sinaï. L'éventuelle participation du Qatar pour le projet de développement de la zone du canal de Suez a été également présentée comme une sorte de 'bradage' en échange du soutien des Qataris à l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans²⁷. Plus grave encore a été le projet d'annexer une partie du Sinaï à Gaza, fruit d'un accord secret entre les Frères musulmans, le Hamas, les Israéliens et le gouvernement américain dans le cadre d'un processus de conclusion d'un accord de paix global entre Israël et les Palestiniens²⁸. De même, Morsy aurait promis aux dirigeants soudanais de leur donner une partie du territoire égyptien se situant à la frontière avec le Soudan²⁹. Enfin et peut-être surtout, la rupture brutale des relations diplomatiques avec Damas, le 15 juin 2013, et l'encouragement des Égyptiens à aller combattre aux côtés de l'opposition armée syrienne a rencontré la colère de la diplomatie et de l'armée égyptiennes, qui y voyaient une politique imprudente aux conséquences incalculables.

Le puissant discours médiatique³⁰ s'est appuyé sur ces éléments pour

²⁷ Il s'agit d'un vieux projet toujours d'actualité visant à accroître les bénéfices du canal du Suez en offrant plus de services, comme la réparation des navires endommagés ou le ravitaillement en carburant.

²⁸ *Un accord secret entre Obama et les Frères Musulmans pour céder 40% du Sinaï à Gaza?*, site *Mediapart*, 16 août 2013, <<http://blogs.mediapart.fr/blog/la-louve-alfa/160813/un-accord-secret-entre-obama-et-les-freres-musulmans-pour-ceder-40-du-sinaï-gaza>> (dernier accès le 18.11.2014).

²⁹ Il s'agit d'un vieux contentieux entre les deux pays autour du triangle de Halayeb.

³⁰ T. GUAAYBESS, *Les Médias arabes. Confluences médiatiques et dynamiques sociales*, CNRS Éditions, Paris 2012.

renforcer le discrédit politique des Frères musulmans, les présenter comme les ennemis de la nation égyptienne, comme des «étrangers»³¹, afin de légitimer le retour de l'armée dans le jeu politique.

Par les erreurs de leurs calculs politiques, les Frères musulmans auront ainsi contribué à fabriquer le consensus social et politique pour se faire jeter hors du pouvoir. Mais, pire encore: ils n'ont pas vu venir le 'grand coup du 3 juillet'. Quinze jours avant le 30 juin 2013, ils auraient pu désamorcer la crise en accordant quelques concessions au front adverse pour le diviser. Mais ils ne l'ont pas fait. Comment analyser un tel phénomène de la part d'une vieille organisation qui est arrivée à se maintenir en vie plus de 80 ans, malgré les vicissitudes de la vie politique et les vagues répressives à son encontre? Le présent article a tenté de décrire les composantes et la force de la coalition d'intérêts hétéroclites qui a les chassés du pouvoir. Mais cette analyse ne suffit pas. Plusieurs autres hypothèses doivent être convoquées: manque d'expérience et de compétences administratives³²; passage trop rapide de la clandestinité au pouvoir sans compter, évidemment, une série d'erreurs de communication qui les a mis en porte-à-faux avec leur propre société. Une des plus graves a été incontestablement l'importance que le Bureau de la Guidance des Frères musulmans a prise dans la vie politique du pays. Elle a donné l'impression que les décisions politiques se discutaient en dehors des institutions politiques reliées à l'appareil d'État. C'est dans le prestigieux immeuble des Frères musulmans que se rendaient les ambassadeurs et les représentants des pays étrangers. De même, une sorte de dédoublement de l'appareil d'État est apparu avec, principalement, les différences milices que les Frères musulmans utilisaient pour opérer un certain nombre d'actions comme la défense du palais présidentiel au début de la crise liée à la Déclaration constitutionnelle du 22 novembre 2012, ou bien le sit-in autour de la Haute Cour constitutionnelle pour l'empêcher de se réunir ou enfin le sit-in autour du village médiatique. Loin de constituer une erreur de communication avec une société connue pour son attachement à l'État et à ses institutions, ce comportement de la part des Frères musulmans s'inscrit dans le cadre de l'idéologie des Frères musulmans égyptiens, principalement de sa direction. En effet, ces derniers ont non

³¹ Exemple d'un titre de la presse suite au 3 juillet 2013: *L'Égypte est enfin revenue à ses vrais citoyens!* Sous-entendu libérée des 'étrangers' que sont les Frères musulmans.

³² L'absence de compétences administratives des Frères musulmans a étonné l'ensemble de la classe politique. Leur gestion sérieuse des syndicats des médecins, pharmaciens, avocats etc. dans les années 1980-1990 laissait présager le contraire. Mais, en réalité, il ne s'agit pas du même type de gestion et l'absence de compétences administratives signifie en réalité une absence d'expérience.

seulement dédoublé les institutions étatiques, mais ils ont également mis sous leur dépendance directe leur propre parti: le parti Liberté et Justice.

2. Blocage idéologique: le refus de l'autonomisation du politique

Pour analyser un tel phénomène, il importe de se baser sur les travaux de Houssam Tammam³³. Ce dernier a noté que ces vingt dernières années, les Frères musulmans égyptiens ont intégré le jeu politique égyptien en participant notamment aux élections universitaires, législatives et locales et à la compétition pour la conquête des syndicats professionnels. Pourtant, observe-t-il, il y a toujours une dichotomie ou un problème d'ajustement entre le discours et l'acte. Leurs pratiques montrent leur reconnaissance du jeu politique stato-centré mais, note-t-il, leur discours remonte à avant l'apparition de l'État-nation moderne. Leurs propos sont toujours flous et généraux. Ils expriment le tout et son contraire et la précision du discours, relève Houssam Tammam, n'intervient que sous la contrainte et toujours de manière 'incertaine', 'indécise' et insuffisante. En effet, note-t-il, la mutation de leurs discours se réalise auprès des intellectuels islamistes indépendants qui se situent à la lisière de la confrérie, comme Tarek al-Bichri par exemple, mais jamais véritablement assumée par la direction des Frères musulmans³⁴.

Comment interpréter un tel phénomène, à savoir le refus de la direction des Frères musulmans d'assumer pleinement la 'modernisation' de leurs pratiques pour parler simplement? La réponse est peut-être liée tout simplement à un refus idéologique de la part notamment de la direction des Frères musulmans. Cette dernière semble en effet marquée par la pensée de Sayyid Qotb et attachée à ses principes. Cette hypothèse a été posée par de nombreux chercheurs, mais elle ne semble pas suffisamment prise au sérieux par la communauté scientifique, notamment en France.

Le renouvellement par Sayyid Qotb de la pensée de Hassan al-Banna semble avoir eu un impact d'une très grande importance sur les Frères musulmans égyptiens, leur organisation et leurs instances dirigeantes.

³³ TAMMAM, *Les transformations des Frères musulmans: démantèlement idéologique et fin de l'organisation*, cit., pp. 5-20.

³⁴ Les thèmes de la polémique avec les Frères musulmans sont bien connus: le statut de la femme et le statut politique des coptes égyptiens.

Pour T. Aclimandos³⁵, c'est avec l'arrivée de Mustapha Machour³⁶ à la tête de l'organisation que l'influence du qotbisme va s'affirmer. Ce dernier est sorti de prison en 1974, ainsi que l'ensemble des cadres qui faisaient partie de ce que l'on dénomme l'organisme secret ou l'organisation de 65 et qui avait été la cause principale de la répression nassérienne à leur encontre. La plupart de ses cadres étaient déjà ou bien sont devenus qotbiens en prison.

À partir de la moitié de la décennie 1970, ils vont donc entreprendre de reconstruire la confrérie en la modelant sur l'ancien organisme secret: organisation clandestine, hiérarchisée, dont les principaux rouages sont tenus par eux. Mais, dit T. Aclimandos, ils ont besoin de ceux qui ont combattu les idées de Sayyid Qotb et qui, eux, ont renoncé à la violence et souhaitent une organisation de masse. Une solution de compromis a donc été trouvée et le mouvement sera double: une organisation clandestine tenue fermement par les qotbiens et une organisation de masse qui recrute très largement, notamment dans les milieux universitaires, syndicaux associatifs et de bienfaisance.

Quels sont donc les enseignements fondamentaux de la pensée de Sayyid Qotb tels qu'ils se révèlent dans son ouvrage *Signes de piste*³⁷? Comprendre la doxa qotbienne peut nous aider à restituer la logique des décisions et comportements de la direction des Frères musulmans et, notamment, leur refus d'accorder une autonomisation du politique et principalement celle de leur propre parti: le parti Liberté et Justice.

2.1. La doxa qotbienne

T. Aclimandos³⁸ pose que, si Hassan al-Banna a été un formidable organisateur, Sayyid Qotb, lui, est un théoricien. Ce dernier va systématiser, radicaliser et donner à l'intuition d'al-Banna une forme cohérente³⁹. La doxa qotbienne pourrait être résumée de la manière suivante⁴⁰. Ceux

³⁵ T. ACLIMANDOS, *Réflexions sur les Frères musulmans égyptiens: esquisse d'une phénoménologie*, in *Les islamistes au défi du pouvoir. Évolutions d'une idéologie*, S. Amghar (dir.), Michalon, Paris 2012.

³⁶ C'est le cinquième guide de la confrérie.

³⁷ S. QOTB, *Signes de piste* [Ma'ālim fi al-tarīq], Centre arabe des études et des recherches, Doha 2009.

³⁸ ACLIMANDOS, *Réflexions sur les Frères musulmans égyptiens: esquisse d'une phénoménologie*, cit.

³⁹ A. CHOUBAKI, *Les Frères musulmans des origines à nos jours*, Karthala, Paris 2009.

⁴⁰ C. STEUER, *Sayyid Qotb et Michel Aflaq, deux idéologues rivaux de la révolte arabe*, Mémoire de DEA en sciences politiques, 2003-2004, Université Lumière Lyon 2, <http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/DEASPMRR/steuer_c/pdf/steuer_c.pdf> (dernier accès le 10.11.2014).

qui se disent musulmans ne sont pas des vrais musulmans et, dans tous les cas, ils sont moins musulmans que les 'vrais' musulmans, à savoir les membres de l'organisation des Frères musulmans. Cette dernière représente l'élite, la minorité éclairée, l'avant-garde révolutionnaire en charge de guider et de ré-islamiser les masses. Il s'agit en effet d'une minorité composée de vrais musulmans, car déjà réformés religieusement et individuellement au sein de la Gamaa et débarrassés des scories de la *jāhiliyya* ambiante. La réforme sociale, qui est à la fois une réforme religieuse et politique, commence, d'abord et avant tout, par une réforme de l'individu qui devient ainsi un vrai musulman grâce à son parcours quasi-initiatique au sein de la Gamaa. La réforme des institutions politiques reliées à l'État est une conséquence de la réforme individuelle et non un préalable. Il y a une absence de vision positive de l'État comme capable ou porteur de réforme sociale. Comme dernier élément de la théorie qotbiste, il importe de signaler la supériorité de l'islam par rapport aux autres civilisations, occidentales notamment, et, par conséquent, le projet islamiste, tel qu'explicité par Sayyid Qotb, s'adresse aussi bien aux Égyptiens (qui ne sont pas des vrais musulmans), aux musulmans en général et aux autres sociétés qui vivent dans l'ignorance.

Cette doxa qotbienne, qui a conforté la pensée de Hassan al-Banna en la systématisant, pourrait expliquer un certain nombre de phénomènes qui ont pesé lourd dans la chute des Frères musulmans égyptiens: la dualité organisationnelle entre l'institution partisane et l'institution de la Gamaa; les particularités organisationnelles de cette dernière qui constituent à la fois sa force et sa faiblesse et, enfin, l'isolement de l'organisation et de sa direction par rapport à la société, lié notamment à leur sentiment de supériorité morale et religieuse.

2.2. La dualité organisationnelle entre l'institution partisane et l'institution de la Gamaa

Quelques mois après la démission de Hosni Moubarak, les Frères musulmans ont obtenu l'aval pour fonder un parti politique. Il s'agit du parti Liberté et Justice. Cependant ils ont tenu à conserver l'organisation des Frères musulmans sans pour autant chercher à lui donner un visa légal d'existence en tant qu'association ou fondation. Ce n'est que sous la pression de leurs adversaires médiatiques et 'civils', qui dénonçaient le fait d'être dirigés par une organisation secrète, que les Frères musulmans ont accepté de se faire enregistrer au ministère des Affaires sociales comme le prescrit la législation égyptienne.

Toutefois, cette dualité organisationnelle n'a pas été véritablement assumée par la direction des Frères musulmans. Le programme du parti Liberté et Justice⁴¹ est significatif de ce point de vue. Il s'agit ni plus ni moins que du programme des Frères musulmans tel que défini par son fondateur Hassan al-Banna. Le parti, dit le préambule du programme, s'engage à la réforme pacifique et graduelle sur une base islamique. Il se doit de réformer l'individu, la famille, la société et le gouvernement et, à partir de là, les institutions de l'État. L'importance de la moralisation de l'individu, comme préalable à la réforme sociale et politique en général, s'exprime de manière très claire par les expressions suivantes: «la moralisation des âmes», de «la purification des cœurs» et de «l'élévation des sentiments»⁴², etc.

Cette perception bien particulière de l'action partisane a été refusée notamment par certains transfuges des Frères musulmans, principalement Abdel Monem Abou al-Foutouh⁴³. Ce dernier avait proclamé la nécessité de distinguer entre la prédication, qui est la fonction principale des Frères musulmans, et la politique qui est, elle, la fonction du parti politique. Sa position a été radicale. Il s'est opposé à ce que les Frères musulmans fondent un parti politique pour laisser la liberté à ses membres soit de créer des partis soit de rejoindre d'autres partis. Il importe de rappeler que la direction des Frères musulmans a non seulement créé le parti Liberté et Justice, mais a interdit à ses membres de rejoindre d'autres partis que ce dernier.

Les mêmes propos peuvent être reproduits pour un autre transfuge des Frères musulmans, Mohamed Habib⁴⁴. Ce dernier, dans plusieurs de ses écrits dans les journaux, a justifié le même positionnement que celui de Abdel Monem Abou al-Foutouh. Pour Mohamed Habib, il faut distinguer entre ce qu'il dénomme «l'invariable» (ou le permanent), qui est du domaine de la prédication, et «le variable», qui est du domaine de la politique.

De même, à l'intérieur même de la direction des Frères musulmans, au moment de la création du parti Liberté et Justice, certains responsables⁴⁵ se sont opposés aux critères de sélection des membres des Frères musulmans

⁴¹ Le Programme du parti Liberté et Justice (en arabe), 93 p.

⁴² *Ibid.* p. 4.

⁴³ Abdel Monem Abou al-Foutouh est un ex-dirigeant des Frères musulmans qui en a été exclu suite à sa volonté de se présenter aux élections présidentielles après la révolution. Il a été l'un des principaux artisans de la renaissance des Frères musulmans par ses activités au sein de l'université égyptienne dans les années 1970. Lire: A.M. ABOU AL-FOUTOUH, *Témoin de l'histoire du mouvement islamiste en Égypte (1970-1983)*, Dar el Chourouk, 2010 (en arabe).

⁴⁴ M. HABIB, *Les Frères musulmans entre la montée en puissance, la présidence et le discrédit*, Maison d'édition Sama, Le Caire 2013 (en arabe).

⁴⁵ Principalement Mohamed Gamal Hichmet.

qui devaient rejoindre le parti Liberté et Justice. Alors qu'une majorité de la direction des FM voulait sélectionner sur la base de la confiance, de l'ancienneté, de la fidélité à l'organisation, d'autres ont posé la nécessité d'une sélection sur la base de la compétence et de la spécialisation.

Ainsi donc, l'organisation des Frères musulmans a non seulement fixé les grandes lignes du programme du parti, mais elle a également sélectionné ses membres et, évidemment, sa direction, à savoir Morsy, puis Katatni, dans le cadre d'élections au sein du *Maglis al-Choura* des Frères musulmans qui ont écarté Issam al-Iryan⁴⁶.

Ce sont également les directions locales de l'organisation des Frères musulmans qui ont sélectionné les personnes qui fonderont les directions locales du parti Liberté et Justice, donnant lieu à des conflits internes rapportés avec jubilation par la presse égyptienne. Ces conflits sont évidemment liés à des conflits d'intérêts. L'adhésion au parti permet les candidatures aux différentes élections. La politique de sélection des personnes a semblé mélanger entre les membres qui ont un statut de *âmel*⁴⁷ et les proches ou sympathisants. Il semble également que l'organisation, méfiante par rapport à l'avenir et par peur d'un retournement de situation, ait donné des directives pour sélectionner les 'plus visibles' et les plus connus de ses membres-*âmel* et parmi ses proches, les plus fidèles et les moins indépendants⁴⁸.

Une des conséquences les plus néfastes de cette mise sous contrôle du parti Liberté et Justice pour les Frères musulmans a été évidemment l'impression générale au sein de la population que Mohamed Morsy n'était pas libre de ses actes et de ses choix, car soumis lui-même au Bureau de la Guidance et, principalement, à Khayrat al-Chater, Mahmoud Izzet et Mohamed Badie. Or, l'institution présidentielle est d'une très grande importance symbolique et politique pour les citoyens de ce pays.

3. L'inscription de la Gamaa dans les tréfonds de l'individu: force et faiblesse

L'impasse où devait conduire la mise sous contrôle du parti Liberté et Justice par les Frères musulmans, a été rapidement mise en exergue par de

⁴⁶ H. MOURAD, *Scission chez les Frères musulmans*, in «Al-Ahram Hebdo», n. 877, 29 juin-25 juillet 2011, <<http://hebdo.ahram.org.eg/Archive/2011/6/29/opin1.htm>> (dernier accès le 10.11.2014).

⁴⁷ Le *âmel* est le membre à part entière de l'organisation. Ce statut ne s'acquiert que progressivement, suite à un parcours qui prend de nombreuses années et se réalise par étapes.

⁴⁸ Discussion orale avec un sympathisant des Frères musulmans.

nombreux analystes et spécialistes⁴⁹. Mais, plus important encore, ce sont les caractéristiques organisationnelles de la Gamaa qui ont renforcé une telle impasse. Ces traits peuvent être interprétés également dans le cadre de la doxa qobtienne à propos de l'avant-garde islamiste qui se doit de guider l'ensemble.

Houssam Tammam a pourtant mis l'accent⁵⁰ sur les mutations qui ont affecté les comportements des membres des Frères musulmans durant la dernière décennie avant la révolution du 25 janvier 2011. Pour lui, le Frère musulman des années 1990 et 2000 n'est plus le militant fermé idéologiquement, tel que pouvait l'être celui des années 1970, conscient de sa différence, de l'importance et de la supériorité de sa mission, car faisant partie de cette avant-garde éclairée dont parle Sayyid Qotb. Cette image du Frère musulman, selon Houssam Tammam, est devenue une idée romantique qui appartient au passé. Le Frère musulman des années 1990 et 2000 lit très peu de littérature sur le legs islamique et il consulte les auteurs occidentaux sans aucun complexe. De même, il va au cinéma, cherche où passer ses vacances d'été et regarde les matchs de foot. Houssam Tammam a donc mis l'accent sur ce qu'il dénomme la perte de l'unité idéologique des Frères musulmans au profit d'une certaine 'normalisation' ou 'pluralisation'. Toutefois, note Houssam Tammam, si la direction de la Gamaa a conforté cette tendance pour attirer le maximum de sympathisants et de membres, elle a toutefois imposé une limite à cette expression de la diversité: l'obéissance aux chefs et à l'organisation⁵¹.

Toutes les études qui ont porté sur les Frères musulmans s'accordent à noter la remarquable efficacité de cette organisation⁵², puissante de milliers voire de millions de personnes et qui a des ramifications partout en Égypte. Et pourtant, cette force de frappe organisationnelle n'a pas été capable de prendre au sérieux ce qui se passait en Égypte les quelques mois avant le 30 juin autour de la signature de la pétition de *Tamarrod* dans les endroits les plus reculés du pays. Aussi bien la direction des Frères musulmans que l'organisation des Frères musulmans se sont trouvées

⁴⁹ K. INAN, *L'organisation des Frères musulmans après l'étape Morsy*, Arab Center for Research and Policy Studies, septembre 2013 (en arabe); N.J. BROWN, *The Muslim Brotherhood as Helicopter Parent*, Op-Ed «Foreign Policy», 27 mai 2011 <<http://carnegiendowment.org/2011/05/27/muslim-brotherhood-as-helicopter-parent/fr26>> (dernier accès le 10.11.2014).

⁵⁰ *Ibid.*, pp. 16-20.

⁵¹ *Ibid.*, p. 18.

⁵² Cette efficacité se révèle notamment lors des campagnes électorales, mais également lors des manifestations.

complètement isolées, paralysées et incapables de réagir face au 'grand coup' du 3 juillet.

L'incapacité des Frères musulmans à voir venir le grand coup qui se préparait contre eux met en exergue les particularités organisationnelles de la Gamaa, source de sa force mais également de sa faiblesse.

La Gamaa est profondément enracinée dans l'identité frériste ou dans les tréfonds de l'individu Frère musulman. Il s'agit d'une organisation très hiérarchique qui coopte et encadre les individus dès leur jeunesse et, parfois, dès leur enfance, avec, notamment, la structure des «louveteaux» qui encadre les futurs Frères musulmans dès l'âge de 10 ans. Des travaux importants ont été menés sur les particularités de l'organisation de la Gamaa et son importance dans la vie des militants qui rend le coût de la démission ou de la dissidence très chèrement payé notamment sur le plan affectif⁵³. Ces analyses s'inscrivent dans le cadre des travaux qui ont été menés sur les organisations très fermées et très hiérarchisées comme les partis communistes ou les partis maoïstes. Ces travaux sont d'une très grande pertinence.

Mais il semble toutefois que la portée heuristique de ce comparatisme ne permet pas suffisamment de comprendre jusqu'à quel point la Gamaa est inscrite dans les tréfonds des Frères musulmans et la sacralisation que ces derniers lui vouent. Aujourd'hui, la recherche dispose d'un riche matériau sur cette question avec, notamment, la publication d'un certain nombre de témoignages de la part d'anciens membres des Frères musulmans qui les ont quittés pour des raisons différentes et multiples. Les plus importants sont ceux qui ont été écrits par des militants de 'base'⁵⁴ et non pas par des dirigeants politiques qui ont eu un clash avec la direction comme Mohamed Habib, Abdel Monem Abou al-Foutouh ou bien le célèbre Tharwat al-Kharabaoui, coqueluche actuelle des écrans de télévisions égyptiennes.

L'ensemble de ces témoignages met l'accent sur les techniques sophistiquées de l'enrôlement au sein de la Gamaa et, notamment, celles relatives à la prédication individuelle par rapport à la prédication collective. Ces techniques concernent la manière dont il importe d'aborder les individus, faire leur connaissance et de se rapprocher d'eux. La prédication individuelle se fait généralement à travers plusieurs étapes. La première, et

⁵³ M. VANNETZEL, *Liaisons tourmentées: affection, désaffection et défection chez deux jeunes (ex-)Frères musulmans en Égypte*, in «Critique internationale», (à paraître).

⁵⁴ S. EID, *Mon aventure avec les Frères musulmans*, El Mahroussa, Le Caire 2014 (en arabe); S. FAYEZ, *Le Paradis des Frères musulmans*, Dar al-Tanouir, Le Caire 2013 (en arabe); F. AOUIZ, *Les Dissidents des Frères musulmans*, Sama, Le Caire 2013 (en arabe); A. ABOU KHALIL, *J'ai été islamiste un jour*, Dar Dawwan pour la publication et la diffusion, Le Caire 2012 (en arabe), etc.

peut-être la principale, est l'étape de la connaissance de la nouvelle recrue. Elle consiste à connaître tous les détails de sa vie privée, personnelle et familiale et à tisser avec elle des liens d'amitié et d'affection. La seconde étape repose sur son implication dans de multiples activités religieuses notamment, mais également sportives et de loisirs, etc. Ces activités sont tellement intenses et multiples, sous le contrôle d'un supérieur ou d'un éducateur, que la nouvelle recrue se trouve en l'espace de quelques mois coupée de ses anciennes amitiés et de son entourage social, voire familial. Progressivement, c'est la Gamaa qui deviendra sa famille.

Dans un ouvrage⁵⁵ portant sur les différentes tentatives de réforme de l'organisation des Frères musulmans, Haithem Abou Khalil a posé que la source des problèmes de l'organisation des Frères musulmans égyptiens est l'éducation de ses membres. Or il s'agit là de la mission première que se fixe la Gamaa: la formation et l'instruction de ses membres, dont il convient de contrôler les paroles, les comportements, dans le cadre de petits groupes et lors des multiples rencontres hebdomadaires. Il s'agit là, en réalité, de techniques sophistiquées d'apprentissage qui combattent l'esprit d'initiative et de critique. La sacralisation de l'organisation et la soumission sans faille aux directives de la direction prennent leur source dans ces méthodes d'éducation. Ces dernières sont pensées et réfléchies⁵⁶, car l'individu Frère musulman doit d'abord, et avant tout, avoir l'esprit collectif au nom d'un certain nombre de valeurs morales: négation de soi, modestie, haine de l'apparence, patience, amour des autres, ouverture et écoute des conseils; capacité à garder les secrets; respect de ses engagements; esprit de sacrifice et, enfin et surtout, obéissance aux directives venues d'en-haut. Ce type d'éducation ou de formation pourrait expliquer la faiblesse de la production idéologique et théorique des Frères musulmans et leur incapacité à renouveler et à adapter leur corpus conceptuel de base aux transformations sociales et politiques. Mais elle permet surtout de comprendre la source de la cécité des Frères musulmans par rapport à ce qui se passait en Égypte les derniers mois avant le 3 juillet. Il s'agit là, peut-être, des conséquences de ce type d'organisation fermée sur elle-même et dont les membres ne s'expriment pas librement.

À partir de là, si les membres des Frères musulmans sont isolés par rapport à leur société, comment ne pas admettre l'isolement de leur direction qui a refusé d'admettre la chute de leur popularité et, ainsi, n'a pas vu venir le 'grand coup du 3 juillet'?

⁵⁵ H. ABOU KHALIL, *Les Frères réformistes*, Dar Dawan, Le Caire 2012 (en arabe).

⁵⁶ J.E. ROUISS, *Les particularités organisationnelles et structurelles du mouvement islamiste en Tunisie (l'action collective)*, Karem Charif, Tunis 2014 (en arabe).

Mais, plus important encore, les Frères musulmans égyptiens sont tombés dans le piège de leur propre offre politique: la moralisation du politique.

4. Morale et politique: le piège

Les Frères musulmans sont des menteurs, des fourbes et des hypocrites... telles étaient les expressions qui se sont répandues en Égypte le long des quelques mois qui ont précédé le 30 juin et le 3 juillet. Ces expressions sont le résultat du matraquage médiatique qu'ils ont subi, mais pas seulement. Comme l'ont montré les travaux de Houssam Tammam, les Frères musulmans, bien avant la révolution du 25 janvier, se sont adaptés au jeu politique 'normal' sans pour autant l'admettre et le reconnaître publiquement et officiellement.

Cette donnée révèle donc une sorte de 'blocage idéologique' comme il a été dit plus haut. Or, cette dichotomie entre le discours et l'acte a été l'un des éléments les plus importants utilisés par leurs adversaires pour les attaquer en les traitant d'hypocrites et en les accusant de pratiquer la '*taqîya*', à savoir la dissimulation et la duplicité. Avant la révolution du 25 janvier, les attaques de leurs adversaires 'civils' sur cette dichotomie entre la pratique et le discours avaient un impact relativement limité, car le jeu politique et électoral ne concernait qu'une petite partie de la société égyptienne. Ce n'est plus le cas depuis la révolution du 25 janvier. L'une des conséquences les plus importantes de la révolution de 2011 a été la politisation de la société égyptienne et son intérêt pour la chose publique et politique. Ce phénomène s'exprime non seulement par l'agrandissement du corps électoral qui a quasiment quadruplé⁵⁷, mais également par les débats politiques continuels, sans compter les multiples mobilisations dans la rue durant plus de trois ans. Il n'est pas exagéré de dire que l'Égypte a vécu pendant trois ans une intense dialectique entre la 'rue' et les 'urnes', comme l'ont montré les différentes manifestations de la place Tahrir. Cette politisation a concerné toutes les catégories de la population, y compris et peut-être surtout les plus faibles et les plus démunies. L'ambiguïté du discours des

⁵⁷ Rappelons qu'avant la chute de Hosni Moubarak, les électeurs effectifs ne dépassaient pas les 7 millions de personnes. En 2014, les chiffres officiels se situent entre deux pôles: la plus faible participation a concerné le référendum sur la Constitution de 2012, avec 32,6% des 51,9 millions d'inscrits (sur 86,89 millions d'habitants). La plus forte participation a concerné les législatives de 2011-2012 (54 %), suivies du second tour de la présidentielle de 2012 (51,8%).

Frères musulmans, amplifiée par le matraquage médiatique qu'ils ont subi, a eu un impact d'autant plus négatif que les Frères musulmans, du statut de victimes, sont passés au statut d'acteurs politiques reconnus comme l'ont montré leur rapprochement avec l'ancienne direction de l'armée, lors de la première étape de la transition, puis leur passage à la direction du pays suite à la victoire de Mohamed Morsy.

L'impact négatif de leurs propos contradictoires a été d'autant plus déplorable que leur offre politique est d'abord et avant tout une offre de 'moralisation' du politique.

«[...] Notre vision de la politique est contraire à ceux qui estiment que la politique est l'art du mensonge, de l'hypocrisie et de la trahison et qui affirment que la fin justifie les moyens. Nous pratiquons, nous les fondateurs du parti Liberté et Justice, la politique pour la nettoyer, la purifier et l'élever, etc.», énonce le préambule du programme de Liberté et Justice.

Cette référence à la moralisation du politique n'est pas nouvelle chez les Frères musulmans égyptiens. Il s'agit même là de la particularité première de leur mobilisation politique et électorale⁵⁸. Il importe, de ce point de vue, de lire les importantes analyses de Marie Vannetzel. Cette dernière a intégré cette donnée pour analyser les particularités du clientélisme électoral islamiste et qui constitue l'une des principales sources de leurs succès électoraux. C'est ainsi qu'avant même la révolution du 25 janvier 2011, les Frères musulmans concurrençaient le clientélisme électoral du Parti national démocratique⁵⁹.

Or, depuis la révolution du 25 janvier jusqu'aux 12 mois d'exercice du pouvoir politique, les Frères musulmans se sont singularisés par un ensemble de comportements et de décisions qui ont heurté leur propre électorat. Car il serait faux de penser que leurs électeurs ont pour objectif la fondation d'un État islamique en Égypte ou bien l'application de la *charia*. En réalité, le vote en faveur des Frères musulmans est un vote pour des candidats qui se caractérisent par leur morale religieuse, qui ne mentent pas, remplissent leur promesses et respectent leur parole et engagement politique. Or, cela n'a pas été le cas, loin s'en faut et les exemples sont très nombreux.

Le refus de la direction des Frères musulmans d'appeler à descendre dans la rue le 25 janvier et leur participation au moment où ils ont réalisé le succès de la mobilisation; la volonté de passer un compromis avec le régime de Moubarak au moment même où les forces politiques présentes

⁵⁸ S. BEN NÉFISSA, *Citoyenneté et participation en Égypte: l'action vertueuse selon la Gamia Charia*, in «Maghreb-Machrek», n. 167, 2000, p. 14-24.

⁵⁹ M. VANNETZEL, *Secret public, réseaux sociaux et morale politique. Les Frères musulmans et la société égyptienne*, in «Politix», vol. 23, n. 92, 2010, p.75-95.

sur la place Tahrir était décidées à forcer Moubarak à la démission; leur rapprochement avec l'ancienne direction de l'armée et le retournement de situation suite à la victoire de Morsy qui a commencé par mettre à la retraite Tantaoui et Inan; leur politique envers la mobilisation de la rue qui a continué près de trois ans en Égypte et, notamment, envers la jeunesse révolutionnaire au moment des événements de Mohamed Mahmoud; la proclamation de leur volonté de ne pas présenter de candidat aux présidentielles et, enfin, leur propos sur leur volonté de 'participation' et non de 'domination', etc.

Mais c'est avec l'arrivée de Mohamed Morsy à la présidence de la République que l'opportuniste de leur comportement a été le plus visible avec, notamment: le non-respect de l'accord avec les forces 'civiles' et révolutionnaires qui avaient appelé à voter pour Morsy; la trahison de leurs alliés salafistes, comme il a été montré dans la première partie de l'article, etc.

Le comportement des Frères musulmans a été, en réalité, le comportement politique 'normal' de tout groupement qui cherche à conquérir le pouvoir ou à le conserver. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient... tel est l'adage bien connu de la vie politique dans le monde entier.

Mais ce 'normal' du comportement politique est difficilement admis quand il s'agit d'un groupement politique qui se déclare différent des autres et qui met la morale dans son offre politique. Or, très rapidement, le programme des 100 jours de Mohamed Morsy a montré ses faibles résultats. De même, le fameux programme socio-économique du parti Liberté et Justice, le *Programme Ennadha*, a montré son inexistence de l'aveu même de ses responsables. Enfin, sur le plan extérieur, la publication de la lettre envoyée par Mohamed Morsy à son homologue israélien Shimon Pérès a eu également un impact extrêmement négatif sur le plan interne. Dans la missive, il appelle le chef d'État israélien «Mon cher et grand ami»⁶⁰.

Mais ce qui semble avoir complètement dérouté l'électorat des Frères musulmans a été ce qui s'est passé entre le moment où ils contrôlaient l'Assemblée du Peuple et les élections présidentielles. La faiblesse du score de Morsy est partiellement liée à cette donnée⁶¹. Les Frères musulmans ont une riche expérience du véritable rôle du député égyptien et ce rôle est avant tout 'local' en l'absence de 'pouvoir municipal' en Égypte. Il est dispensateur de services collectifs et individuels et il est médiateur entre la population et l'appareil de l'État. En 2005, ils avaient remporté près

⁶⁰ <<http://hebdo.ahram.org/NewsContent/945/1/130/532/Morsy-joue-la--realpolitik.aspx>> (dernier accès le 28.01.2015)

⁶¹ S. BEN NÉFISSA, *Trajectoires transitionnelles et élections: Égypte, Tunisie*, in «Confluences Méditerranée», n. 82, été 2012, pp. 9-29.

de 88 sièges. La disparition du parti de l'ancien régime, le Parti national démocratique, et, donc, de l'administration, et la dissolution des Conseils populaires locaux ont renforcé, après la révolution, la demande locale d'un député médiateur avec l'État central. Or, après leur victoire aux législatives de 2011-2012, les élus Frères musulmans n'ont pas pu remplir cette mission pour la simple raison qu'ils n'en avaient plus le temps. Les députés du parti Liberté et Justice ont pris très au sérieux leur travail parlementaire. De l'avis des fonctionnaires de l'Assemblée du Peuple⁶², jamais cette instance n'aura connu une aussi intense activité de la part des députés⁶³. De même, ils étaient préoccupés par la conquête du 'haut', à savoir les élections présidentielles qui devaient se dérouler quelques mois après les élections législatives. Or cette intense activité politique 'nationale' a nui aux habituelles activités locales des députés des Frères musulmans. Ils ont été accusés par leurs électeurs d'avoir abandonné leurs circonscriptions⁶⁴ car ils ont fermé la plupart des bureaux où ils recevaient les électeurs dans leurs circonscriptions. Ils ont déçu leur électorat et ont été accusés de ne plus répondre aux demandes de services individuels et collectifs. Cet élément doit être intégré pour comprendre la faiblesse de score de Morsy aux présidentielles quelques mois après et également pour comprendre leur réputation d'hypocrites et de menteurs.

5. Conclusions

Le propos de cet article a été de tenter d'analyser cet événement d'une très grande importance sur le plan régional: la chute historique des Frères musulmans égyptiens. Ses conséquences politiques ont été quasi-immédiates. Quelques semaines après, Ennahda en Tunisie a accepté de quitter le pouvoir, comme le réclamait notamment le sit-in du Bardo organisé après l'assassinat du député Mohamed Brahmi.

Cette chute est le résultat de plusieurs phénomènes et son analyse sérieuse et complète demande évidemment plus de temps et de recherches. L'ensemble des hypothèses proposées doivent être vérifiées et complétés. Parmi les «20 erreurs» des Frères musulmans explicitées notamment par

⁶² Entretien avec un fonctionnaire de l'Assemblée du Peuple le 26 juillet 2012, Le Caire.

⁶³ S. KATATNI, *Les réalisations de l'Assemblée du Peuple en 100 jours*, 10 p. (en arabe).

⁶⁴ «Leurs téléphones portables ont été fermés durant les 4 mois qui ont précédé les présidentielles et ils ne répondaient plus aux demandes locales de ceux qui avaient voté pour eux» (entretien avec un partisan de Abdel Monem Abou al-Foutouh et ayant participé à sa campagne électorale dans le gouvernorat de Menoufia).

Mohamed el-Mahdi⁶⁵, certaines sont très importantes: le complexe de l'ancien opprimé; le sentiment de persécution qui a provoqué une agressivité et de la méfiance inutile envers les institutions et les personnes; le goût du secret et des débats dans des chambre closes, etc.

Toutefois, le présent article a souhaité mettre l'accent sur l'importance d'analyser les particularités idéologiques des Frères musulmans égyptiens et leurs conséquences sur le plan organisationnel. Si l'idéologie n'explique pas tout, elle doit tout de même être intégrée dans l'analyse. Mohamed el-Mahdi⁶⁶ a également noté, à l'instar de l'ensemble des observateurs de la scène politique, le sentiment de supériorité qui a affecté le comportement des Frères musulmans durant cette période. «Nous sommes vos maîtres», dira un de leurs députés dans une émission télévisuelle à grande écoute! Un tel comportement pourrait être analysé tout simplement dans le cadre de l'ivresse de la réussite de la part d'une organisation persécutée pendant des décennies. Mais ce sentiment de supériorité, qui tranchait avec l'image de modestie longtemps affichée, pourrait également être compris dans le cadre de leur croyance en la sacralisation de leur mission et de leur organisation, cette avant-garde islamique qui va sauver non seulement les Égyptiens, mais l'ensemble des êtres humains qui vivent dans l'ignorance sans le savoir. Cette avant-garde, préconise Sayyid Qotb, doit «rompre émotionnellement»⁶⁷ avec son environnement «naturel» pour se protéger et cette rupture est également légitimée par le «sentiment de supériorité» qui doit caractériser le vrai croyant et auquel Sayyid Qotb a consacré un chapitre entier⁶⁸.

N'est pas possible d'analyser la sacralisation de l'organisation de la Gamaa également dans ce cadre? Mais, ce qui est certain, c'est que ce sentiment de supériorité a heurté une société qui se distingue par son intense pratique religieuse. La terrible indifférence interne qui a accompagné le massacre des sit-in de Rabaa et de Nahda pourrait être analysée dans le cadre d'une société qui s'est sentie menacée dans sa manière de vivre et son identité religieuse et culturelle⁶⁹. Cette dernière est également politique.

Les Frères musulmans ont, semble-t-il, heurté des éléments sensibles

⁶⁵ M. EL-MAHDI, *Les 20 erreurs commis par les Frères musulmans*, in «Tahrir» du 6 juillet 2013, p. 6. (en arabe).

⁶⁶ *Ivi.*

⁶⁷ QOTB, *Signes de piste* [Ma'âlim fi al-tarîq], cit., p. 18-20.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 155-165.

⁶⁹ Il serait faux de penser que la liberté culturelle et artistique défendue avec autant d'acharnement par l'intelligentsia égyptienne ne concerne que ces derniers. Le roman, la musique, le cinéma, la chanson, l'humour, etc. font partie de l'identité égyptienne, y compris ses catégories sociales les plus démunies.

de la construction identitaire égyptienne, principalement le nationalisme égyptien et la particularité de l'Égypte au sein du monde arabe comme 'mère-patrie' du monde arabe⁷⁰. Le nationalisme égyptien exprime également l'attachement des Égyptiens à l'État comme étant l'assise même de la nation et comme acteur principal de trois missions: la sécurité extérieure (l'armée), la sécurité intérieure (la police) et, enfin, un minimum de justice sociale. L'absence d'une vision positive de l'État chez les Frères musulmans s'est heurtée à l'attachement traditionnel des Égyptiens à l'État, qui a augmenté de manière exponentielle suite aux trois années de perturbations politiques de l'après 25 janvier.

Dans son ouvrage fondamental, *L'échec de l'islam politique*⁷¹, Olivier Roy a noté que les islamistes se heurtent à la notion d'États qui existent de plus en plus et se solidifient. De sorte que le panislamisme ou le rêve califal se transforme dans bien des pays en «islamo-nationalisme», comme en Iran par exemple, ou peut-être également en Turquie. O. Roy s'est appuyé sur ce dernier élément pour pronostiquer l'échec de l'islam politique. En réalité, l'expérience égyptienne permet peut-être de poser l'hypothèse inverse. C'est peut-être l'incapacité des Frères musulmans égyptiens à intégrer et à récupérer à leur profit le nationalisme égyptien qui a constitué la source principale de leur échec. Il n'est pas exagéré de dire que les Frères musulmans égyptiens se sont fracassés sur le 'mur' du nationalisme égyptien ou plutôt sur une 'vitre' car, en réalité, ils ne l'ont pas 'perçue'.

Il n'est pas donc pas étonnant que le 3 juillet ait signalé d'abord et avant tout le retour à l'État, creuset de la nation égyptienne, sécuritaire et autoritaire... mais paradoxalement plébiscité par une très large partie de la population comme l'ont montré les derniers résultats électoraux.

BIBLIOGRAPHIE

- A.M. ABOU AL-FOUTOUH, *Témoin de l'histoire du mouvement islamiste en Égypte (1970-1983)*, Dar el Chourouk, 2010 (en arabe).
 A. ABOU KHALIL, *J'ai été islamiste un jour*, Dar Dawwan, Le Caire 2012 (en arabe).
 H. ABOU KHALIL, *Les Frères réformistes*, Dar Dawan, Le Caire 2012 (en arabe).

⁷⁰ Le discours médiatique a mis en valeur le fait que les Frères musulmans aurait eu un vague projet de califat ou de *Umma* islamique qui allait fondre la nation égyptienne dans une sorte de 'magma islamique' dont le chef pourrait être un Turc ou un Malaisien.

⁷¹ O. ROY, *L'échec de l'islam politique*, Seuil, Paris 1999 (Esprit).

- T. ACLIMANDOS, *L'armée égyptienne*, in «Défense et sécurité internationale», avril 2011.
- T. ACLIMANDOS, *Réflexions sur les Frères musulmans égyptiens: esquisse d'une phénoménologie*, in *Les islamistes au défi du pouvoir. Évolutions d'une idéologie*, S. Amghar (dir.), Michalon, Paris 2012.
- F. AOUIZ, *Les Dissidents des Frères musulmans*, Sama, Le Caire 2013 (en arabe).
- L. AZAB, *Morsy au pouvoir: scénario d'une transition à l'égyptienne*, in «Confluences Méditerranée», n. 82, été 2012, pp. 145-161.
- C. BARBARY, M. ADIB DOSS, *Tamarrod («rébellion»): une autre lecture de l'action politique dans le processus révolutionnaire égyptien*, in «Confluences Méditerranée», n. 88, 2014/1.
- S. BEN NÉFISSA, *Citoyenneté et participation en Égypte: l'action vertueuse selon la Gamia Charia*, in «Maghreb-Machrek», n. 167, 2000, p. 14-24.
- S. BEN NÉFISSA, «Ça suffit?», le «haut» et le «bas» du politique en Égypte, in «Politique Africaine», n. 108, 2008, p. 5-24.
- S. BEN NÉFISSA, *Trajectoires transitionnelles et élections: Égypte, Tunisie*, in «Confluences Méditerranée», n. 82, été 2012, pp. 9-29.
- S. BEN NÉFISSA, *Confluence médiatique et protestations sociales avant la Révolution du 25 janvier en Égypte: hypothèses*, in *Les ondes de choc des révolutions arabes*, M. Oualdi, D. Pages-El Karaoui, C. Verdeil (dir.), Presses de l'IFPO, Beyrouth 2014, pp. 235-272.
- S. BEN NÉFISSA, *Frères musulmans, magistrats, journalistes et militaires en Égypte: échanges de coups et issues incertaines*, in «Revue Marocaine de Sciences Politiques et Sociales» (à paraître).
- N.J. BROWN, *The Muslim Brotherhood as Helicopter Parent*, Op-Ed «Foreign Policy», 27 mai 2011 <<http://carnegieendowment.org/2011/05/27/muslim-brotherhood-as-helicopter-parent/fr26>> (dernier accès le 10.11.2014).
- A. CHOUBAKI, *Les Frères musulmans des origines à nos jours*, Karthala, Paris 2009.
- M. DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1986.
- S. EID, *Mon aventure avec les Frères musulmans*, El Mahroussa, Le Caire 2014 (en arabe).
- S. FAYEZ, *Le Paradis des Frères musulmans*, Dar al-Tanouir, Le Caire 2013 (en arabe).
- T. GUAAYBESS, *Les Médias arabes. Confluences médiatiques et dynamiques sociales*, CNRS Éditions, Paris 2012.
- M. HABIB, *Les Frères musulmans entre la montée en puissance, la présidence et le discrédit*, Maison d'édition Sama, Le Caire 2013 (en arabe).
- K. INAN, *L'organisation des Frères musulmans après l'étape Morsy*, Arab

- Center for Research and Policie Studies, septembre 2013 (en arabe).
- R. JACQUEMOND, *Entre scribes et écrivains, le champ littéraire dans l'Égypte contemporaine*, Actes Sud, Arles 2002.
- S. KATAINI, *Les réalisations de l'Assemblée du Peuple en 100 jours*, 10 p. (en arabe).
- M. EL-MAHDI, *Les 20 erreurs commis par les Frères musulmans*, in «Tahrir» du 6 juillet 2013, p. 6. (en arabe).
- H. MOURAD, *Scission chez les Frères musulmans*, in «Al-Ahram Hebdo», n. 877, 29 juin-25 juillet 2011, <<http://hebdo.ahram.org.eg/Archive/2011/6/29/opin1.htm>> (dernier accès le 10.11.2014).
- H. MOURAD, *Relève au sein de l'armée*, in «Al-Ahram Hebdo» du 21-28 août 2012.
- O. ROY, *L'échec de l'islam politique*, Seuil, Paris 1999 (Esprit).
- J.E. ROUISS, *Les particularités organisationnelles et structurelles du mouvement islamiste en Tunisie (l'action collective)*, Karem Charif, Tunis 2014 (en arabe).
- S. QOTB, *Signes de piste* [Ma'àlim fî al-tarîq], Centre arabe des études et des recherches, Doha 2009.
- C. STEUER, *Sayyid Qotb et Michel Aflaq, deux idéologues rivaux de la révolte arabe*, Mémoire de DEA en sciences politiques, 2003-2004, Université Lumière Lyon 2, <http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/DEASPMRRR/steuer_c/pdf/steuer_c.pdf> (dernier accès le 10.11.2014).
- H. TAMMAM, *Les transformations des Frères musulmans: démantèlement idéologique et fin de l'organisation*, Madbuli, Le Caire 2010².
- M. VANNETZEL, *Secret public, réseaux sociaux et morale politique. Les Frères musulmans et la société égyptienne*, in «Politix», vol. 23, n. 92, 2010, p.75-95.
- M. VANNETZEL, *Liaisons tourmentées: affection, désaffection et défection chez deux jeunes (ex-)Frères musulmans en Égypte*, in «Critique internationale» (à paraître).

